



Texte
LAURA AUDEMAR

Illustration
MARIAM TAGADIRI

Sébastien Crozier

« IL FAUT REPRENDRE EN MAIN NOS FILIÈRES TECHNOLOGIQUES »

Le président du think tank Géopolitique du numérique et de la CFE-CGC Orange revient sur les enjeux de souveraineté liés au numérique et expose ses propositions pour construire une autonomie stratégique française et européenne.

— LA DÉPENDANCE NUMÉRIQUE DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE À L'ÉGARD DES GÉANTS TECHNOLOGIQUES EST-ELLE RÉVERSIBLE ?

SÉBASTIEN CROZIER Avec l'évolution du monde et des nouvelles technologies, nous sommes désormais tous interconnectés. Il est difficile de ne pas utiliser les technologies les plus performantes. La question de la dépendance existera toujours. C'est pourquoi il est préférable de parler d'autonomie stratégique.

— LA FRANCE ET L'EUROPE DISPOSENT-ELLES D'ATOUTS INDUSTRIELS ?

S.C. La France dispose d'une filière industrielle de défense de très grande qualité. Elle s'appuie sur des écosystèmes où la souveraineté est un enjeu essentiel, à commencer par le nucléaire civil ou militaire. Pour jouer un rôle de premier plan dans les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, le cloud ou les constellations satellitaires, elle dispose d'entreprises capables d'investir, leaders dans des domaines connexes : sous-marins, cybersécurité, câbles sous-marins, services numériques, aéronautique et spatial. Notre deuxième atout tient au système français et européen éducatif et scientifique dense, avec des écoles d'excellence ainsi que la participation à des programmes de coopération comme Erasmus. Enfin, la France et l'Europe se distinguent par la puissance de leurs opérateurs télécoms. Ce sont les seuls grands acteurs mondiaux qui disposent d'actifs significatifs à l'international.

— VOUS AVEZ FONDÉ LE THINK TANK GÉOPOLITIQUE DU NUMÉRIQUE. QUELLES SOLUTIONS CONCRÈTES PROPOSEZ-VOUS ?

S.C. Le premier enjeu consiste à sensibiliser, éduquer et former les décideurs, les pouvoirs publics et la société civile, à la géopolitique du numérique. Le deuxième objectif est de faire se rencontrer des acteurs aux intérêts stratégiques communs. C'est la vocation de ce think tank : faire émerger des positions communes et des coopérations concrètes entre les grandes composantes de la société pour renforcer la souveraineté numérique à l'échelle française et paneuropéenne.

— QUELLES MESURES POLITIQUES FAUT-IL METTRE EN ŒUVRE ?

S.C. Toute stratégie bénéfique à notre pays passe d'abord par une reprise en main de nos filières technologiques. Le premier problème réside dans l'incapacité de l'État à coordonner ces filières. Le deuxième enjeu est celui de la préférence d'achat nationale et européenne par les acteurs de la sphère publique. La souveraineté numérique suppose donc une stratégie cohérente : un État stratège capable de piloter les filières, un État actionnaire capable de coordonner ses participations, et un État acheteur privilégiant les solutions françaises et européennes. ▀